

« Quel travail de terrain contre les filières de recrutement est mené ? Comment promouvoir dans les quartiers périphériques la confiance, la tolérance, la coexistence, la reconnaissance, l'hospitalité... ? »

Mots clefs : confiance, tolérance, coexistence, reconnaissance.

Antoine Arjakovsky a ouvert la séance en rappelant que la question posée est celle de savoir comment aider les jeunes à lutter contre la radicalisation ce qui conduit à se demander comment mesurer les facteurs constitutifs de la confiance et de la défiance et comment agir sur ces facteurs. A ces questions s'ajoute celle de savoir si la politique du gouvernement est adaptée à ce travail de déradicalisation. Il a dit avoir rencontré le ministre de la recherche qui a insisté sur le travail sur les sciences du cerveau, sur les bases de données aussi, pour faire un travail de « déradicalisation », ce qui peut se discuter.

Jusqu'alors les travaux du séminaire ont porté sur le diagnostic du phénomène des nouveaux fondamentalistes qui doivent se poursuivre par un travail commun avec les partenaires du séminaire et pour trouver des solutions à partir des propositions déjà nombreuses qui ont été faites mais qui sont souvent divergentes.

Dounia Bouzar

« Comment aider les jeunes à sortir de la radicalité ? »

Retour d'expérimentation en « déradicalisation ».

Derrière les termes « déradicalisation », « désengagement », « désengagement », il est impératif de chercher des moyens pour que le jeune prenne conscience qu'il s'est trompé d'engagement.

Une méthode expérimentale (méthode expérimentée auprès de 809 jeunes pro-Daesh signalés par le numéro vert) consiste à partir de l'individu, de son expérience, de son embrigadement, dont la logique a été déconstruite et reconnue, et, par le questionnement, faire en sorte qu'il trouve lui-même les défauts de son premier engagement pour en reconstruire un nouveau compatible avec la société.

Vision du monde de type paranoïaque.

Il n'y a pas d'embrigadement djihadiste sans passage, à un moment ou à un autre, par la théorie conspirationniste, qui place le jeune dans une vision du monde de type paranoïaque (Bouzar, 2015) : le jeune a le sentiment que tous les adultes sont endormis ou complices de ces sociétés secrètes qui complotent pour garder le pouvoir et la science pour elles, à l'insu du monde entier. Ces sociétés secrètes distilleraient partout des images subliminales pour empêcher les peuples de retrouver leur discernement. Il faut donc se couper des autres et de toute culture pour ne pas être aveuglé à son tour. Les recruteurs djihadistes s'appuient aussi sur la persécution des musulmans et instrumentalisent des versets coraniques pour faire croire aux jeunes que les athées, juifs et chrétiens veulent empêcher les musulmans de garder leur religion. L'objectif est le même : isoler le jeune de tous les interlocuteurs qui contribuaient à sa socialisation.

Première étape : approche émotionnelle pour désamorcer l'embrigadement relationnel.

La première étape de la méthode vise à ébranler le fonctionnement psychique rigide qui s'est installé chez le jeune. Le discours djihadiste (Bilan 2016 CPDSI.fr) ayant utilisé les émotions pour insécuriser et radicaliser la personne, il s'agit d'utiliser aussi les émotions pour la rassurer en première étape, de manière à contourner l'obstacle du verrouillage cognitif (conséquence de la radicalisation). Le discours anxiogène des djihadistes a provoqué une désaffiliation de l'individu en le plaçant dans une communauté de substitution et en lui donnant l'illusion d'appartenir dorénavant à une filiation mythique sacrée protectrice (nommé également « embrigadement relationnel »). Commencer par faire appel au lien originel des parents comme principal facteur de reconstitution permet de replacer le jeune au sein de sa filiation afin qu'il retrouve d'abord une partie de ses repères affectifs, mémoriels, cognitifs. Sachant que le discours « djihadiste » a dilué l'individu dans le collectif paranoïaque, qu'il a opéré une sorte d'« anesthésie » des sensations individuelles, qu'il a coupé le jeune de toute culture pour lui interdire l'expérience du plaisir et l'incarnation de tout ressenti, la remémoration de micro-événements qui ont rythmé sa petite enfance fait ressurgir non seulement des sentiments provisoirement refoulés, mais aussi et surtout des sensations, ce qui le ramène à son corps et à ce qu'il est. Lorsque le jeune ressent des sensations, il redevient un individu singulier, un sujet réincarné dans un corps, distinct de son groupe radical. La déshumanisation visée par les djihadistes passe par la désincarnation. La déradicalisation passe par la réincarnation.

La deuxième étape : approche cognitive pour désamorcer l'embrigadement idéologique.

La deuxième étape de la méthode repose sur le constat initial que l'engagement dans l'idéologie « djihadiste » est construit en résonance avec les motifs et les idéaux de chacun. Le discours « djihadiste » a pour objectif d'éloigner le jeune du monde réel pour l'installer dans une illusion permanente. A un moment donné, les recruteurs persuadent le jeune que son idéal, son besoin, son mal-être sera réglé par son adhésion à l'idéologie proposée, seule capable à la fois de le satisfaire, de le faire renaître et de régénérer le monde.

Les recruteurs établissent un lien cognitif entre la dimension transcendantale, en l'occurrence l'islam, et la dimension de son expérience vécue. Le jeune évolue alors vers une idéologie reliée à une identité collective.

La prise de recul vis à vis de l'idéologie djihadiste survient quand le jeune radicalisé se retrouve face à une information qui n'est pas cohérente avec l'idée qu'il se faisait de l'action et de l'objectif des djihadistes.

Comme le discours fait autorité parce que le jeune cherche une réponse à ses questions existentielles, comme il se sent baigné dans une sorte de cohérence entre ses besoins et son engagement dans le djihadisme, il faut le mener à se rendre compte du décalage entre le mythe présenté par les recruteurs (par exemple régénérer le monde en possédant la Vérité), son motif personnel (par exemple être enfin utile ou aider les musulmans) et la déclinaison réelle de l'idéologie (devenir complice de l'extermination de tous ceux qui ne pensent pas comme eux).

C'est quand cette double cohérence se fissure, par l'intermédiaire de témoignages de repentis, que le radicalisé peut commencer un long travail de rétro-analyse de ses doutes, qui le mènera à la sortie de la radicalité.

Pierre Winicki

« Prévention de la radicalisation : comment mesurer les facteurs constitutifs de la confiance et de la défiance parmi les publics fragiles ? Comment agir sur ces facteurs ? »

Comprendre et prévenir les phénomènes de radicalisation : quelle place pour la confiance et la défiance ?

Le rapport à la confiance et à la défiance comme clé de lecture de la radicalisation.

Les jeunes qui évoluent progressivement vers la radicalisation n'auraient-ils pas progressivement développé un niveau de défiance considérable (défiance en eux-mêmes, en leur entourage, en les institutions - école, police, justice, en leur pays...)? Ainsi, la capacité à évaluer précocement le rapport à la confiance et à la défiance des jeunes et des familles « fragiles » ne permettrait-elle pas d'agir en amont, tant qu'il en est encore temps, pour mettre en œuvre des actions de terrain les mieux adaptées pour les accompagner vers un retour à une vie sociale « normalisée » ?

La validité de cette analyse a été confirmée dans le cadre d'une recherche-action qui nous a été confiée par la Préfecture et par le Conseil départemental du Val d'Oise, sur un territoire particulièrement sensible. Cette étude s'est appuyée sur une modélisation, « L'Arbre de Confiance^{®1} », qui permet « d'objectiver » les sept principaux facteurs constitutifs de la confiance. Elle a impliqué des professionnels de terrain pluridisciplinaires (assistantes sociales, éducateurs, policiers, services pénitentiaires...) ainsi que des jeunes pris en charge par la justice. Parmi la dizaine d'enjeux ayant émergé de ces travaux :

Comment détecter le plus précocement possible, chez les jeunes, une rupture ou un traumatisme, possibles facteurs de prédisposition vers une dérive violente, en particulier la radicalisation ? Les jeunes signalés comme radicalisés ont en effet souvent un vécu traumatique non verbalisé (violence familiale, perte d'un proche, traumatisme sexuel...). Même si tous les jeunes qui ont subi une forme ou l'autre de rupture ou de traumatisme n'évoluent pas vers la radicalisation, il semble que cette dimension constitue un facteur de prédisposition vers une dérive radicale.

Comment organiser des lieux d'échanges entre jeunes et acteurs institutionnels de terrain pour déconstruire certaines idées reçues et co-construire des réponses aux « irritants », ressentis comme sources d'injustice sociale, ainsi qu'au sentiment de déclassement ?

De nos rencontres avec les jeunes dans le cadre de ce travail de terrain, il ressort un profond sentiment d'injustice vis-à-vis des institutions. Ce sentiment d'injustice se manifeste essentiellement vis-à-vis des forces de l'ordre, mais plus globalement de tout représentant des services publics auxquels ils sont confrontés au quotidien. Les professionnels qui suivent en maison d'arrêt des détenus pour actes de terrorisme et de djihadisme, nous ont confirmé que ce sentiment d'injustice sociale revenait de manière insistante dans leurs propos, qu'il constituait un catalyseur de frustrations essentiel ayant largement contribué à leur dérive vers des actes extrêmes.

¹ L'Arbre de Confiance[®] est mis en œuvre sous forme de Baromètre de Confiance par TrustInside[®] dans des institutions et des entreprises.

Un programme d'évaluation de la confiance/défiance devrait être expérimenté dans une première ville « sensible ».

Ce plan prévoit trois actions principales :

- 1- Former des professionnels de terrain (travailleurs sociaux, éducateurs, policiers...) à la maîtrise de modèles d'analyse, de méthodes et d'outils (notamment un « Baromètre de confiance » accessible *via* application mobile) permettant de décrypter chez les jeunes et les familles les premiers signes de défiance susceptibles de dériver vers une radicalisation. L'engagement de tous ces acteurs, autour de la construction d'un « langage commun », est essentiel à la réussite de la démarche.
- 2- Une fois formés et « outillés », ces professionnels conduiront des « entretiens confiance » auprès de jeunes et des familles afin de détecter les signes précoces d'une défiance nécessitant un accompagnement spécifique.
- 3- Ils animeront également des « réunions cas de confiance » regroupant un petit nombre de jeunes ou de familles fragiles et des professionnels de proximité (travailleurs sociaux, forces de l'ordre). L'enjeu étant de favoriser, autour d'une problématique locale, d'un « irritant », l'expression des croyances et préjugés pour tenter d'identifier collectivement des pistes de progrès favorisant un rapprochement jeunes/familles et police/institutions.

Ce dispositif permettra, espérons-le, de fournir à ces publics fragiles l'accompagnement qui leur permettra de sortir de cette « spirale de la défiance » et de regagner progressivement confiance en eux, en les autres, en la société. Comme l'a très bien résumé l'un de nos principaux interlocuteurs institutionnels : « Je pensais que la défiance était la conséquence des problèmes de notre société. Je comprends désormais qu'elle en est la cause. »

Débats

AA a demandé au second intervenant si le dispositif qu'il propose est gérable dans une laïcité républicaine et à la première intervenante si en démystifiant la conscience de l'individu il n'y a pas un risque de « jeter le bébé avec l'eau du bain » car dans un mythe il y a quelque chose de positif.

JD a demandé à la première intervenante si le dispositif décrit a été conçu à l'avance et dans quelle mesure est-il contrôlé et par qui.

FBB a relevé que les intervenants ont parlé de réinsertion notamment de confiance dans la filiation en proposant un retour à la filiation et à l'action de terrain sans citer d'institutions et posé la question de savoir quand la famille n'existe pas vers qui les jeunes peuvent-ils se retourner. Il a également demandé quel est le rôle joué par les enseignants et les institutions de l'éducation nationale.

JC a demandé aux intervenants comment ils mesurent l'attitude des jeunes vis-à-vis de l'Etat, ce qu'il faut faire pour améliorer leur confiance et de quelle manière un travail est mené sur l'illettrisme.

JMB a demandé comment les intervenants se situent par rapport aux nouveaux fondamentalistes.

PDS a demandé aux intervenants s'ils avaient pu mettre en évidence des influences économiques et du monde de la communication qui ont permis à Daesh de construire les bases de la représentation cognitive des individus qui ont permis de l'adapter au djihadisme.

Dounia Bouzar a indiqué qu'on ne peut sortir les jeunes de l'emprise de Daesh sans avoir diagnostiqué le mythe, l'idéal par lequel ils ont été harponnés. Lorsqu'on a pu faire avec les proches l'hypothèse du mythe, il faut faire prendre conscience que pour atteindre cet idéal il faut prendre un engagement autre que celui de Daesh et démontrer qu'il faut s'engager dans une autre voie. Il faut démontrer qu'il y a une contradiction entre un engagement chez Daesh et l'idéal.

Sur la dernière question, elle a indiqué que, pour elle, la question demeure un grand mystère. Elle sait que cela vient du Qatar mais aimerait savoir si ce sont des penseurs ou des pervers qui ont développé les bases de la représentation.

S'agissant du fondamentalisme, elle pense que Daesh n'est pas fondamentaliste et que c'est plutôt Al Quaida qui l'est et a une vision de la loi divine claire. Elle a demandé à un ancien recruteur d'Al Quaida d'écrire un livre portant sur l'analyse du passage à la violence du salafisme au djihadisme qui montre que la défiance est à l'extrême. Al Quaida pense que ceux qui sont des pécheurs ce sont ceux qui font les lois, donc les gouvernements, alors que pour Daesh, il n'y a pas d'innocent car on accepte de vivre sous la loi humaine.

Concernant la question de la défiance vis-à-vis de l'Etat, elle a indiqué que les convertis ne constituent pas une petite partie des jeunes. Beaucoup de familles sont athées. Le gouvernement et les médias veulent faire passer l'idée que cette défiance n'atteint que les jeunes issus de l'immigration et des banlieues. Cela n'est pas exact. On constate qu'il y a autant d'enfants d'avocats, de professeurs et de médecins qui ont développés d'autres types de méfiance que de jeunes des banlieues. Il n'y a pas de défiance vis-à-vis de l'Etat mais il est vrai qu'il y a à l'origine du ralliement toujours un traumatisme qui peut être une séparation familiale, un deuil, un chômage brutal, un manque d'espoir social. Sur les 11 000 familles détectées, les illettrés, ceux qui sont en manque d'espoir social on n'y a pas accès. Il est vrai que plus il y a un manque d'espoir social, plus les jeunes sont facilement embrigadés et que dans les 11 000 familles quantité de familles populaires qui n'ont pas le téléphone n'ont pas été détectées mais des familles de classe moyenne et supérieure existent sur lesquelles sont développés d'autres types de méfiance pour les embrigader.

Lorsqu'il n'y a pas de famille cela constitue un vrai problème pour la CDPSI car dans ce cas il n'y a pas d'accès aux jeunes sauf s'il y a un conjoint, un proche, un tuteur, une figure symbolique comme l'instituteur mais c'est alors plus difficile qu'avec un père ou une mère.

Elle a fait la retro analyse de Farid Benyettou, ex mentor de Kouachi, chef de la filière djihadiste des Buttes-Chaumont qui a été condamné à 6 ans de prison qui lui a dit qu'il avait été un recruteur d'Al Quaida et que ce n'était que lorsqu'il avait avec elle rencontré des jeunes qu'il avait vraiment fait le deuil d'Al Quaida. Il va prochainement publier un livre intitulé « Mon djihad, itinéraire d'un repentant ».

Soit l'on dit que ces jeunes sont des monstres et avec l'argent public on construit un Guantanamo à la française mais alors que fait-on de ces jeunes quand ils sortent de prison ? Soit l'on croit au deuil de l'utopie et on essaie de chercher une solution. Il faut dire ce qu'on va faire.

Pierre Winicki a indiqué que sur le terrain il n'avait pas entendu prononcer le terme de laïcité ; cette notion n'est pas employée et le sujet n'est pas évoqué.

Lorsqu'il emploie le mot « croyance », il ne se limite pas à parler de son acception religieuse ; il parle des croyances sociétales, des croyances de vie. En travaillant avec les policiers, par exemple, il a constaté que la dimension religieuse qui pouvait conduire à la radicalisation semblait assez faible et n'était pas une cause prédominante de la montée en puissance de la radicalisation. La dimension religieuse n'est pas le sujet qui prédomine dans les problématiques qui génèrent les facteurs de radicalisation.

Il a l'impression que les institutions publiques, parce qu'on est dans un pays laïc, ne s'appuient pas suffisamment sur les institutions religieuses locales pour traiter les questions. Il n'a d'ailleurs pas été incité par les institutions publiques à rencontrer dans le Val d'Oise des catholiques, des juifs, des musulmans sur le terrain. Les institutions publiques françaises sont à cet égard étanches alors qu'on peut constater qu'au Royaume-Uni il y a une implication plus grande des représentants des religions.

Concernant l'éducation et les acteurs de l'éducation, il a rencontré des responsables qui sont des acteurs du projet qu'il mène qui traitent de la dé-radicalisation. En revanche, au niveau de l'Etat, des acteurs publics et des services de l'Etat, sont mises à l'écart les frustrations dont il a parlé. Ces institutions sont critiquées car elles font preuve d'un manque d'humanisation et de proximité. Elles ont peur d'écouter les jeunes, de traiter des problèmes quand il est encore temps de le faire.

Concernant l'illettrisme, on va faire en sorte que les outils soient utilisables par les gens qui s'expriment.

